

Paul MUMBACH.2017

Maire de Dannemarie

**Candidat des Maires en colère
aux présidentielles 2017**



COMMUNIQUE DE PRESSE

1 octobre 2016

De gauche comme de droite, vers la fin des Communes !

Malgré l'arrivée d'une élection présidentielle qui devrait compter pour l'avenir du pays, le débat politique reste d'une médiocrité affligeante.

Après la théorie des Gaulois des « Républicains », le Gouvernement continue à nous assommer de réformes qui n'ont qu'un seul objectif : le centralisme et la confiscation de la démocratie.

Paul MUMBACH proteste énergiquement contre les nouvelles mesures annoncées pour la prochaine loi de finances 2017.

En effet, non seulement les dotations des Communes ont été réduites au niveau les plus bas jamais connu, **mais deux nouvelles mesures sont programmées sur le prochain budget** au détriment des Communes :

Baisse de 22 % sur le FDPTP (Fonds départemental de péréquation de l'ancienne taxe professionnelle)

Baisse de 14 % sur la DCRTP (Fond de compensation de la réforme de la taxe professionnelle)

Pour rappel ces fonds avaient été mis en place pour aider les Communes suite à la réforme de la taxe professionnelle, ce qui devait résoudre leurs problèmes financiers générés !

Une énième réforme tissée de mensonges, tout comme celle des régions qui **devait faire** réaliser des économies **mais qui, au final, a provoqué**, suivant les régions, une **augmentation des dépenses de + 10 à 20 % !**

Restreindre encore davantage pour les Communes, la capacité d'action et de développement des projets de proximité et d'amélioration du cadre de vie de nos concitoyens, **est une erreur historique de la loi « NOTRe » et de l'ensemble de la classe politique de gauche comme de droite.**

Rendez-vous compte : **cet hiver, pour des raisons de finances départementales, bon nombre de routes rurales ne pourront plus être déneigées !**

Question : où va donc cet argent, confisqué dans les poches des concitoyens communaux ? Et, autre question : pour payer quoi ?

A l'heure où la redéfinition des territoires institutionnels amène à un accroissement de leur superficie et donc à un éloignement plus grand des citoyens par rapport aux centres de décision, le principe de subsidiarité se doit plus que jamais être appliqué pour l'organisation du territoire.

Le contexte d'insécurité que nous connaissons et la nécessité, plus que jamais, de renforcer la solidarité entre nos communautés humaines, plaident également pour renforcer l'échelon local que constitue la Commune.

Or, toutes les orientations nationales actuelles visent à « étouffer » financièrement les Communes et à faire disparaître ce niveau de proximité pourtant indispensable à nos concitoyens et à la démocratie.

Nous disons clairement STOP au massacre de notre démocratie de proximité et rendez à nos territoires leur autonomie de gestion !

Paul MUMBACH
Candidat des Maires en colère

Contact presse :

Jean-Philippe Allenbach

Responsable relations médias

pfed.allen@gmail.com

06 27 61 53 85